

Historiquement, l'investigation des relations internationales a eu tendance à distinguer les disciplines autour de la place des Etats dans l'analyse : alors que la science politique s'attachait plutôt à étudier les relations en termes de stratégie des acteurs étatiques et supra-étatiques, les sociologues, lorsqu'ils ont commencé – plus tardivement – à investiguer ce domaine, ont plutôt pris comme point de départ les *sociétés* et la manière dont les relations internationales étaient susceptibles de les affecter.

Le programme du colloque « acteurs émergents et gouvernance mondiale » montre bien que les disciplines se sont largement rapprochées ou croisées, depuis les années 60 lorsque Raymond Aron plaidait dans la *Revue française de sociologie* pour une sociologie des relations internationales¹. Il n'est plus contesté par les politologues aujourd'hui que les Etats et leurs stratégies ne constituent pas l'objet unique de l'étude de la scène internationale et qu'il y a même sans doute des objets d'études où ils ne constituent pas le niveau d'analyse le plus pertinent. De leur côté, les sociologues, après une période d'emballement, où certains n'hésitaient pas à pronostiquer la mise hors jeu des Etats ou des dispositifs inter-étatiques, sont revenus à une vision plus lucide et plus nuancée². Les quelques réflexions présentées ici visent à croiser quelques regards à vocation synthétique issus de la littérature sociologique ou de sociologie politique autour de la globalisation. Elles s'inspirent d'une première version, élaborée dans un autre contexte, dont on a gardé les principales idées mais en les réarticulant d'une manière plus systématique³.

On peut partir d'une idée centrale, que l'on doit précisément à un politologue, mais très marqué d'influence sociologique : Zaki Laidi, dans un texte « séminal » de 1998, écrit que « *si l'on veut réfléchir à la mondialisation en la considérant comme un fait social et plus seulement comme l'expression comptable d'interdépendances croissantes entre économies, alors la mondialisation n'existe que par les représentations qu'elle dégage* »⁴ et il ajoute « *Dans la mondialisation, penser, voir et éprouver le monde – pour reprendre les termes de Deleuze – se trouvent ainsi intimement liés* ».

L'imaginaire que décrit Laidi ressemble ainsi assez bien à une idéologie, si on veut bien reprendre le mot dans un sens proche de celui de Ricoeur, comme cadre d'interprétation intégrateur, articulé mais tolérant une part de contradictions et de généralisations, aussi bien dans le temps que dans l'espace. Ainsi définie, cette notion paraît opérante pour saisir le concept de globalisation ou de

¹ Raymond Aron (1963) : « Une sociologie des relations internationales », *Revue Française de sociologie*, Vol. 4, pp. 307-320.

² Samy Cohen (2003) *La résistance des Etats*, Paris, Le Seuil

³ Dans le cadre du colloque « Etat et marché à l'heure de la globalisation », organisé à l'université de Liège par la Fondation David Constant, oct. 2007.

⁴ Zaki Laidi (1998) : « Les imaginaires de la mondialisation », *Esprit*, octobre 1998.

mondialisation : non pas au sens où la mondialisation serait « imaginaire » mais au sens où l'on ne peut en parler qu'en articulant les données empiriques au sein d'un dispositif représentationnel lourd et, forcément, partiellement arbitraire. En d'autres termes, si on peut décrire en termes empiriques relativement bien circonscrits un certain nombre d'éléments qui participent de la mondialisation, le phénomène en tant que tel ne semble intelligible qu'en fonction d'une part essentielle d'interprétation.

Laidi lui-même pense que « l'imaginaire » de la mondialisation, se décline en deux variantes qu'il appelle « imaginaire de l'effacement » - celui d'un monde sans frontière - et « imaginaire différentialiste » - centré sur le désir de rétablir des « clôtures » sociétales. Bien sûr, ces imaginaires (qui se traduisent en postures politiques) peuvent se croiser : on peut vouloir l'ouverture des frontières s'agissant des capitaux et pas en ce qui concerne les hommes, ou bien l'inverse. On peut aussi, à l'analyse du discours des acteurs, découvrir des « harmoniques » autour de cette dichotomie. Ainsi, il y a quelques années, analysant les discours d'acteurs politiques à partir de l'intuition de Laidi, Sophie Grenade⁵ avait découvert chez les libéraux de Belgique francophone, ce que l'on pourrait appeler une « variante hydraulique » de l'imaginaire de l'effacement : l'idéal serait la « bonne circulation des flux », les zones de moindre circulation étant en quelque sorte perçues comme des « eaux stagnantes ». Dans le même temps, on pouvait repérer dans les textes, une angoisse « épidémiologique » : le *dark side* de la mondialisation serait constitué par les risques de transmission (de maladies, de délinquance, voire de terrorisme).

En vertu de ce qui précède, il semble raisonnable de présenter les grandes visions sociologiques comme étant elles-mêmes des « imaginaires ». Ainsi, à côté de la dichotomie proposée par Laidi entre « imaginaire de l'effacement » et « imaginaire de la différentiation », on pourrait opposer l'imaginaire du « marché mondial » à celui du « village global ». Le premier, plus répandu au sein de l'histoire et de la sociologie économique insiste précisément sur la mondialisation comme interconnexion des réseaux et accélération des flux. On pourrait y mettre par exemple les analyses de Pierre-Noël Giraud⁶ dans *L'inégalité du monde*. C'est sans doute aussi la version la plus répandue chez les marxistes orthodoxes. A l'appui de cette idée, on peut citer les descriptions de David Harvey⁷. A l'inverse, on peut ranger dans l'imaginaire du « village global » des sociologues comme Giddens, Baumann ou Beck qui insistent sur la « *compression spatio-temporelle* » ou « *l'extraction des relations sociales des contextes locaux d'interaction, puis leur restructuration dans des champs spatio-temporels indéfinis* »⁸. Laidi lui-même n'est pas neutre par rapport à cette dichotomie : il parle de la mondialisation avec des accents très giddensiens comme de « *l'entrée symbolique du monde dans l'intimité sociale et culturelle de chaque société avec les effets en chaîne que cette proximité, souhaitée ou redoutée, réelle ou fantasmée, entraîne [...] sur notre manière de voir, d'entendre et d'éprouver le monde* »⁹.

Prendre les constructions sociologiques ou politologiques de la mondialisation comme des « imaginaires » n'a rien de disqualifiant, si l'on accepte l'idée que, dans le cadre d'un concept aussi macro-sociologique, l'enjeu est moins d'analyser des réalités empiriques localisées que de les

⁵ Sophie Grenade et Marc Jacquemain (2005) « La mondialisation comme imaginaire », *Politique*, février.

⁶ Pierre-Noël Giraud (1996) *L'inégalité du monde. Economie du monde contemporain*. Paris, Gallimard.

⁷ David Harvey (2010) *The enigma of capital and the crises of capitalism*, London, Profiles Books

⁸ Anthony Giddens (1994) *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.

⁹ Zaki Laidi (1999) *La mondialisation comme phénoménologie du monde*, texte non publié.

replacer dans une construction qui fasse sens. On pourrait certes adopter la position hyper-empiriste consistant à se passer du concept lui-même, jugé trop flou et trop éloigné des données, mais on peut imaginer à quelle difficulté conduirait cette ascèse : elle exigerait de la sociologie et de la science politique qu'elles soient muettes sur ce que pratiquement tous les acteurs s'accordent à considérer comme la réalité la plus incontournable de ce début de millénaire.

C'est dans cette perspective qu'on proposera quelques hypothèses de travail sous la forme de cinq thèses et de trois scénarios d'évolution possible. Ces éléments n'ont de vertu qu'heuristique : si des sociologues ou des politologues pensent qu'ils peuvent en faire quelque chose, alors l'exercice aura été utile.

Cinq thèses.

La mondialisation n'est pas coupable.

Lorsque Paul Krugman nous déclare que « la mondialisation n'est pas coupable¹⁰ », il ne prend pas le parti d'une vision iréniste dans laquelle le capitalisme contemporain fonctionnerait pour le plus grand bonheur de tous. Il se limite à dire que la renégociation du contrat social entre capital et travail au sein des pays développés est le résultat de *décisions internes* à ces pays et qu'il est erroné de mettre la dégradation des sécurités sur le compte des échanges internationaux. A rebours de Philippe Van Parijs, pour qui les Etats sont de plus en plus comme des firmes qui doivent acquérir leurs facteurs de production sur les marchés, Krugman défend que les Etats disposent précisément d'outils dont les entreprises sont dépourvues. Un pays n'est pas condamné à être compétitif ou à disparaître.

L'idée n'est pas ici d'évaluer la pertinence de l'analyse économique de Krugman – tâche qui excède de très loin nos compétences – mais de noter que cette idée, est, en définitive, assez convergente avec une bonne partie de l'imaginaire sociologique. On partira de trois exemples. Dans la sociologie française, on trouve dans *Le nouvel esprit du capitalisme* de Luc Boltanski et Eve Chiapello, une description à vocation quasiment totalisante des transformations du capitalisme français au tournant des années 70. L'analyse vise d'abord la mutation idéologique, mais est aussi très détaillée sur le changement de régime d'accumulation et en particulier sur les nouvelles formes d'organisation du travail et du marché du travail. Il est frappant de constater que cette analyse, limitée au capitalisme français, se présente comme auto-suffisante. Il y a sans doute là une part « d'ascèse » des sociologues qui ne souhaitent parler que de la société qu'ils connaissent le mieux pour rester au plus près des données empiriques. Il reste que dans cette grande fresque de plus de 800 pages, la mondialisation n'en occupe qu'une dizaine. Les processus décrits ne sont certainement pas exclusivement français, mais s'ils sont internationaux c'est d'abord par *convergence* et secondairement par effet de connexion entre les sociétés. C'est la rupture du contrat social fordiste qui est, dans cette hypothèse, le facteur initial de transformation des sociétés « occidentales » développées et si cette rupture va être puissamment appuyée par la mondialisation, elle n'en dépend pas.

Dans le monde anglo-saxon, l'exemple le plus frappant est peut-être celui de Ronald Inglehart, leader incontesté des enquêtes mondiales sur les valeurs, et sans doute le sociologue politique le plus

¹⁰ Paul Krugman (2000) *La mondialisation n'est pas coupable*, Paris, La découverte.

« macro-centré » qu'on puisse imaginer. Depuis 1977 et *The Silent Revolution*, dans ses multiples ouvrages, Inglehart ne cesse de peaufiner une théorisation du monde dans le cadre d'un évolutionnisme poussé presque jusqu'à la caricature¹¹. Au cœur du projet d'Inglehart, il y a la volonté de rendre compte de la véritable « révolution culturelle » au sein du monde développé qui a vu l'émergence et le triomphe des valeurs de la « libre disposition de soi » au tournant des années 70. Si les fondements théoriques et méthodologiques sont très différents de ceux de Boltanski et Chiapello, le constat du « retournement de tendance » et son positionnement dans le temps sont très similaires. Mais chez Inglehart également, la relation entre les sociétés est une relation de convergence : si les diverses sociétés du monde finissent par se ressembler c'est dans la mesure où elles passent par les mêmes séquences de développement économique. L'idée d'effets « d'interconnexion » est totalement absente de l'analyse et même la simple idée de *diffusion* est à peine évoquée. La vision du monde global qui s'en dégage est celle de sociétés évoluant de manière parallèle – à partir de points de départ différents – mais sans interagir d'aucune manière.

Enfin, même chez Giddens, qui va pourtant produire une phénoménologie particulièrement articulée de la mondialisation, le mouvement de la marche du monde est ailleurs : c'est le progrès de la réflexivité qui transforme profondément à la fois le fonctionnement du « système » et les conditions de son investissement subjectif par les acteurs. Au centre de la modernité radicale, il y a un monde où les traditions s'effritent, ainsi que les institutions qui les faisaient vivre, au profit d'un individualisme de plus en plus auto-référentiel. C'est la disparition de la transcendance sous le travail de sappe de la réflexivité qui change profondément les conditions de la vie moderne en fragilisant les institutions, en favorisant l'individualisme et en développant les contextes de risques. Giddens se différencie toutefois d'Inglehart et de Boltanski et Chiapello en ce que la modernisation réflexive introduit d'office une modification des rapports entre l'espace et le temps. La mondialisation n'est donc pas absente mais elle n'est pas première.

La mondialisation fait crémaillère.

La seconde thèse vient immédiatement infirmer partiellement la première. La mondialisation, tant dans sa version « village global » que dans sa version « marché global » peut être vue comme un opérateur d'irréversibilité. Elle agit comme une crémaillère : une fois un seuil atteint, il devient extrêmement difficile de le repasser dans l'autre sens. Elle agit aussi comme un diffuseur : les innovations produites quelque part se diffusent dans des sociétés très différentes de celles qui les ont vues naître.

On pourrait dire en quelque sorte que la globalisation introduit une sorte de « path dependance » à l'échelle globale. Elle n'impose pas les bifurcations, mais elle barre la voie de retour. Le monde universitaire constitue sans doute un bon exemple de la façon dont elle agit. Dans l'harmonisation des programmes européens de formation tertiaire, il semble qu'il n'y ait pas d'argument substantiel décisif en faveur du système de Bologne basé sur trois années de bachelier et deux années de master. En revanche, il y a un argument subordonné incontournable : la nécessité d'harmoniser les systèmes. Le choix d'une séquence particulière (3-5-8) ne semble pas avoir fait l'objet d'une procédure de sélection rationnelle très poussée. Mais une fois le modèle choisi, en sortir devient

¹¹ Ronald Inglehart (1977) *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press ; Ronald Inglehart (1993) *La transition culturelle dans les sociétés Industrielles avancées*, Paris, Economica ; Ronald Inglehart & Christian Welzel (2005) *Modernization, Cultural Change and Democracy*, New York, Cambridge University Press.

extrêmement difficile parce qu'il faut un consensus. L'essentiel n'est donc pas le modèle que l'on choisit mais le principe de choisir tous le même. Jean-Pierre Dupuy¹² s'est fait une spécialité d'étudier les systèmes qui se cristallisent par imitation réciproque : pour que les comportements s'harmonisent, il n'est absolument pas nécessaire qu'il pré-existe un schéma ou un exemple sur lequel chacun va pouvoir se caler. Ce schéma émerge, aléatoirement, de l'imitation réciproque elle-même, exactement comme dans une salle de théâtre après le spectacle, les applaudissements se mettent très facilement à l'unisson par une multitude d'ajustements quasi-instantanés.

La globalisation rend ainsi beaucoup plus difficile la construction de choix sociaux parce qu'en multipliant les acteurs et en élargissant les échelles, elle favorise les effets d'imitation réciproque au détriment des choix collectifs raisonnés. Ainsi, en introduisant le téléphone mobile dans des sociétés qui n'ont pas encore construit de réseau de téléphonie fixe, elle décourage évidemment le développement du câblage téléphonique, réduisant ainsi l'espace des choix collectifs possibles pour ces pays.

On pourrait évidemment objecter à cette réflexion que l'exercice de distinguer l'effet causal de la mondialisation et l'effet de crémaillère est un peu vain, dans la mesure où précisément, il semble ne plus y avoir de voie de retour sur un certain nombre de phénomènes d'ajustements qui ont déjà eu lieu. Mais comme on le verra à l'occasion du troisième scénario, distinguer analytiquement la radicalisation « endogène » de l'exploitation capitaliste dans chaque société et l'effet de diffusion ou de connexion propre à la mondialisation aide à faire entrevoir à la possibilité d'autres trajectoires possibles pour l'avenir.

La mondialisation fait émerger l'infra-politique.

L'infra-politique est un concept central dans le cadre conceptuel d'Ulrich Beck, qui est sans doute aujourd'hui, avec Giddens et Baumann, le plus cosmopolite des sociologues. L'infra-politique désigne, pour faire simple, les processus qui ont des conséquences politiques sans avoir d'*intentionnalité* politique. Beck reprend et retravaille à ce sujet toute la tradition sociologique qui, depuis au moins Merton, étudie les conséquences non-intentionnelles de l'action¹³.

La mondialisation découple évidemment l'espace de construction du choix social de l'espace de déploiement des conséquences inattendues. Elle construit une scène où des acteurs de nature très différente vont déployer leurs stratégies. Lors de la sortie des sociétés traditionnelles, fortement liées par des routines et une forme de transcendance omniprésente, c'est l'Etat Nation qui s'est constitué comme l'espace naturel des choix collectifs. Dans la scène mondiale, l'Etat Nation est en concurrence avec d'autres acteurs stratégiques, qui sont les grandes entreprises, les ONG, mais aussi les réseaux mafieux. Pour Beck¹⁴, les entreprises, les Etats et les ONG contrôlent des ressources différentes : schématiquement, les grandes entreprises (et les réseaux mafieux ou criminels) maîtrisent le pouvoir de l'infra-politique, les Etats conservent (pour l'essentiel) le monopole de la violence et les ONG disposeraient d'une grande part de la légitimité morale. Ces ressources sont en

¹² Jean-Pierre Dupuy (1992) *Introduction aux sciences sociales. La logique des phénomènes collectifs*, Paris, Ellipses.

¹³ Robert Merton (1936) : « The unanticipated consequences of purposive social action », *American Sociological Review*, vol 6 p. 894-904

¹⁴ Ulrich Beck (2003) *Pouvoirs et contre-pouvoirs à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, coll. « champs ».

compétition dans un monde où la régulation globale reste limitée et s'appuie soit sur les accords interétatiques, soit sur des institutions au pouvoir limité (les organisations internationales).

Mais la mondialisation favorise l'infra-politique dans un sens plus radical et qui est bien cerné par Zaki Laidi : la mondialisation n'est le projet de personne, pas même celui des acteurs du capitalisme mondialisé, dont l'attitude est essentiellement opportuniste et réactive. On joue dans le jeu de la mondialisation, soit parce qu'on ne peut pas faire autrement, soit parce que l'on peut y saisir des opportunités nouvelles. Mais comme le dit bien Laidi, la mondialisation n'est pas un projet, « *c'est un état* ». ¹⁵ C'est un point essentiel sur lequel on reviendra en conclusion.

La mondialisation unifie et fragmente.

La mondialisation « unifie » en construisant des formes de connexion, voire de sociabilité en l'absence de co-présence. Elle construit donc une « scène globale » qui sert de toile de fond à nos « mondes vécus » qui viennent s'y insérer. Mais c'est une « unification » très particulière et elle-même très fragmentée. Une anecdote relativement récente peut venir illustrer le propos. Il y a quelques mois un pasteur membre d'une petite paroisse d'une secte protestante ultra-minoritaire de Floride a annoncé à la presse locale qu'il s'apprêtait à brûler publiquement un exemplaire du Coran. Relayée par les médias, l'information a provoqué dans les deux jours, des manifestations violentes à Kaboul, avec des morts. Et la situation a mis en difficulté plus grande encore la position américaine en Afghanistan. Sous l'angle de la globalisation, ce qui est frappant dans cette séquence est que, durant un moment, la Floride s'est invitée d'une certaine façon dans le « monde vécu » d'une partie importante non négligeable des Afghans. Cette irruption d'un fragment de Floride dans « l'intimité sociale et culturelle » des Afghans correspond très exactement à la définition que donne Laidi de la mondialisation (voir supra).

L'exemple illustre aussi la phénoménologie des médias développée par Giddens¹⁶ qui parle « d'effet de collage » : au cours d'un même journal télévisé, nous recevons des nouvelles d'un attentat en Irak, d'un accident de car en Suisse, de la défaite du club local de football, et de la mise en accusation d'un mandataire public dans une affaire d'appel d'offre truqué. Tout cela s'intègre, à des degrés divers ou sous les combinaisons les plus improbables, à la scène sur laquelle se déploie notre monde subjectif. Nous en savons moins sur la plupart de nos voisins que sur Dominique Strauss Kahn, dont, pourtant, le « monde vécu » est très éloigné du nôtre. L'information perd ainsi toute dimension de « profondeur » : le local côtoie le global, l'anecdotique côtoie l'événement massif. La scène mondiale de l'information est un écran plat.

La mondialisation fragmente dès lors dans deux sens différents : d'une part, en construisant une scène globale très difficile à lire, elle réactive la demande symbolique « d'entre soi ». Ce « désir de rester entre nous », selon la formule du démographe Hugues Lagrange¹⁷, semble aujourd'hui largement diffusé en Europe et il traduit sans doute la difficulté des habitants d'un continent - qui de surcroît se vit en déclin – face à « l'imaginaire de l'effacement » dont parle Laidi¹⁸. Mais la

¹⁵ Zaki Laidi (2001) *Un monde privé de sens*, Paris, Hachette, coll. Pluriel

¹⁶ Anthony Giddens (1991) *Modernity and self-identity*, Polity Press.

¹⁷ Hugues Lagrange (2010) *Le déni des cultures*, Paris, Le Seuil.

¹⁸ A nouveau, toutefois, on peut s'interroger sur la part de la mondialisation dans la construction du phénomène : le désir d'entre soi est aussi et peut-être d'abord une demande de réassurance symbolique face au déclin des solidarités matérielles fortes qui avaient caractérisé le continent dans la période précédente.

fragmentation n'est pas que dans l'ordre du symbolique : la mondialisation implique par définition un élargissement de l'échelle moyenne des activités humaines. Cela signifie que l'espace de recherche d'opportunités s'élargit pour les facteurs de production, ce qui, toutes autres choses égales, entraîne quasi mécaniquement l'ouverture de l'éventail des rémunérations : entre facteurs plus ou moins productifs mais aussi entre facteurs plus ou moins mobiles. Comme il y a, dans tous les territoires, des facteurs plus ou moins mobiles et des facteurs plus ou moins productifs, on peut s'attendre à ce qu'à l'avenir la variance interne aux territoires prenne un part croissante de la variance totale. Concrètement, les inégalités intra-sociétales se creusent rapidement dans le même temps où s'opère à l'échelle globale une – très lente et très partielle – péréquation¹⁹. On voit ainsi se multiplier les zones pauvres à l'intérieur des territoires riches (comme Detroit) ou des zones riches à l'intérieur de territoires pauvres (comme Shanghai).

Cette hétérogénéisation des territoires produit une fragmentation politique en retour. En effet, dans le cadre d'une économie de plus en plus mondialisée, où le sort économique des territoires devient moins dépendant de la taille de leur marché intérieur, la tentation est forte de construire de petits Etats homogènes, plus compétitifs que de grands Etats économiquement ou socialement hétérogènes, parce qu'ils peuvent éviter les coûts de solidarité²⁰. L'exemple de Singapour fascine et contribue certainement à inspirer les projets plus ou moins irrédentistes qui se multiplient en Europe. Le projet de la Flandre, de la « Padanie », les autonomies espagnoles, les vellétés écossaises, manifestent, sous des formes et à des degrés divers, l'intérêt pour un capitalisme local de se doter d'un Etat plus « performant » parce que débarrassé de ses zones « parasitaires ».

Le monde est une scène, pas une communauté.

La dernière thèse est plus philosophique et il faudrait une bibliothèque entière pour la traiter de manière convaincante mais elle est sans doute essentielle pour éclairer le monde dans lequel nous vivons et la forme que peut y prendre encore l'activité politique.

Revenons une nouvelle fois à Zaki Laidi. Une caractéristique fondamentale de la mondialisation selon lui est qu'elle ne constitue le projet de personne. « *Tous les acteurs du jeu mondial, nous dit-il, se projettent dans l'avenir non pour défendre un projet mais pour prévenir leur exclusion d'un jeu sans visage* »²¹. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas des acteurs qui en profitent (largement) plus que d'autres ni qu'il n'y a pas des stratégies pour, par exemple, ouvrir ou fermer davantage les frontières, réguler plus ou moins les flux mondiaux, etc. Cela signifie plus fondamentalement que l'idée même de politique change de nature lorsqu'on passe à l'échelle du monde. Toute la modernité, en effet, a lié la définition de l'activité politique à l'idée de projet. Or, pour qu'il y ait projet, il faut qu'il y ait un sujet, ou pour éviter de rentrer dans des logiques philosophiques, il faut ce que les sociologues nomment un « acteur ». Le propre d'un acteur est qu'il se définit par rapport à ce qu'il n'est pas : un acteur n'a des intérêts, des valeurs, une identité, que par contraste avec les intérêts, les valeurs, l'identité d'autres acteurs (qu'ils soient individuels ou collectifs). La communauté humaine n'ayant pas « d'autre », elle ne peut constituer un acteur. Elle est bien davantage *la scène se laquelle se*

Dans cette hypothèse, c'est la rupture du contrat social fordiste qui est première et la mondialisation ne fait qu'en accentuer et en cristalliser les effets.

¹⁹ Voir Giraud (1996) pour une très convaincante argumentation.

²⁰ Daniel Cohen (1997), *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Paris, Gallimard ; Daniel Cohen (2006) *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées ».

²¹ Zaki Laidi (2001), p. 29

déroule la pièce. En d'autres termes « l'ensemble des projets des acteurs humains » ne peut être lui-même ramené à un projet : c'est pour le dire comme Bertrand Russell, un ensemble qui ne se contient pas lui-même. L'intuition qu'on voudrait défendre est qu'à l'échelle de l'humanité, l'activité politique, qui consiste fondamentalement à se situer par rapport à d'autres (amis ou ennemis), cède inéluctablement le pas à la régulation.

Il n'est pas possible de développer plus avant ce dernier point dans un cadre aussi court, mais il devait être mentionné parce qu'il constitue une modalité essentielle et peut-être trop peu souvent considérée de ce que les sciences sociales appellent être confronté à un « monde fini ». Il ne s'agit pas seulement d'un monde dont nous avons fait le tour et qui ne se prête donc plus à la conquête. La mondialisation nous confronte à l'idée de l'humanité comme entité « totalisant » les intentions des acteurs et ne pouvant donc constituer elle-même un acteur intentionnel.

Trois scénarios.

A partir de ce qui précède, on peut organiser les représentations des sociologues en un certain nombre de scénarios pour le futur. On se limitera aux trois qui semblent les plus typiques et on ne parlera que des scénarios d'organisation politique du monde, sans évoquer les possibilités, jamais exclues, de scénarios catastrophes liés à l'évolution des contraintes écologiques.

L'empire ou le scénario « cosmopolitique ».

Dans leur livre « Empire²² », les philosophes Toni Negri et Michael Hardt tentent de penser ce qui vient « après l'impérialisme ». Ils nous décrivent un monde où règne certes la domination mais elle est exercée par un pouvoir mondial sans souveraineté, entièrement situé dans l'immanence. Au sommet se trouve le pouvoir militaire, principalement exercé par les Etats-Unis, à la base se trouve le pouvoir démocratique des « multitudes », qui participe bien de l'ensemble, et, dans les couches intermédiaires on trouve, en une série plus ou moins lâche, les organisations internationales, les grands Etats, les firmes multinationales, les Etats secondaires voire mineurs.

Il s'agit bien d'un imaginaire de la mondialisation, au sens de Laidi, à savoir non pas d'une « fiction » mais d'un ensemble de réalités interprétées une grille totalisante qui leur donne sens. Dans cette description du monde, les Etats ne sont que des acteurs parmi d'autres, éventuellement secondaires – à l'exception des Etats-Unis – et on pourrait dire que « l'imaginaire de l'effacement » domine, mettant en avant la logique « unificatrice » de la mondialisation.

Le plus intéressant ici est de voir que ce scénario « impérial » est, si on le creuse un peu, le décalque exact des descriptions cosmopolitiques à la manière d'Ulrich Beck. Certes, les deux imaginaires sont de *valence opposée* : l'empire est un peu la figure du « mal absolu » pour Negri et Hardt, alors que l'ordre cosmopolitique est en quelque sorte la réalisation la moins inaccessible de la démocratie mondiale pour Beck ou, plus encore, pour David Held. Mais si l'on met de côté la question de l'évaluation normative, les descriptions phénoménologiques de « l'ordre mondial » sont très comparables.

En premier lieu, cet ordre est fondamentalement *immanent*, il ne s'affirme pas comme autorité transcendante ou comme souveraineté au sens habituel du terme. « *Le pouvoir* disent Negri et Hardt

²² Michael Hardt et Toni Negri (2000) *Empire*, Paris, 10/18.

n'est pas quelque chose qui règne sur nos têtes, c'est quelque chose que nous faisons »²³ Même si les deux auteurs, par exemple, attribuent aux Etats-Unis un rôle décisif sur le plan militaire, il ne s'agit nullement d'un « impérialisme américain » : la puissance militaire américaine est présentée comme une fonctionnalité d'un tout. C'est ce tout qu'ils appellent la « pyramide du pouvoir impérial ». Si les Etats-Unis détiennent « *l'hégémonie sur l'utilisation mondiale de la force [ils constituent] une superpuissance qui peut agir seule mais préfère agir en collaboration avec les autres sous l'égide des Nations Unies* »²⁴. Les Etats-Unis constituent ainsi le « bras armé » d'un pouvoir mondialisé qui inclut également les principaux Etats et les grandes institutions internationales. Sous ce pouvoir mondialisé, le versant « politique » de l'Empire, pourrait-on dire, se tiennent les réseaux complexes tissés tant par les grandes entreprises que par les Etats-Nations « ordinaires ». Et sous ses réseaux se tient la « base démocratique » de l'empire, les populations, représentées par leur Etats, mais aussi par les Eglises, les médias et fondamentalement, les grandes ONG internationales, qui constituent pour Negri et Hardt, l'expression privilégiée de la force de rappel des opinions publiques. L'Empire est donc un pouvoir de domination, certes, mais qui repose ultimement sur une base de *consentement*. Pour Beck, également, la légitimation est précisément ce qui fait défaut au pouvoir du capital dans son « ordre cosmopolitique » et c'est, pour lui aussi, en particulier les grandes ONG qui, au niveau international détiennent aujourd'hui ce pouvoir de légitimer : « (...) *Le capital qui agit et déploie son pouvoir dans l'espace hors légitimation de la translégalité est lui aussi, en tant que tel, extrêmement sensible à la légitimation. [Et les groupes contestataires] arrivent à merveille à incarner la « conscience mondiale » et à la mobiliser (...)* »²⁵.

Deuxièmement, mais on ne l'illustrera pas ici, le nouveau pouvoir mondial est avant tout un pouvoir de « négativité » : ce n'est pas un pouvoir de *faire* mais un *pouvoir de réguler*. Ou, dans un autre registre, utilisé pratiquement à l'identique dans la vision « cosmopolitique » et la vision « impériale », c'est une « gouvernance sans gouvernement ». L'Empire, réaffirme régulièrement Negri et Hardt dans de nombreux passages est « appelé à l'existence ». Il est réponse à une sorte de demande sociale liée aux « situations d'urgence » et notamment à la multiplication des conflits locaux, surtout lorsqu'ils ont une dimension d'urgence humanitaire. Il s'ensuit, et c'est une quatrième similitude, que le nouvel ordre mondial s'appuie sur la réhabilitation de la guerre : alors qu'au sortir de la seconde guerre mondiale, la pensée politique occidentale avait largement fait de la guerre le « mal absolu », et des efforts pour la bannir le sens de la construction d'une communauté internationale, Negri et Hardt insistent sur le retour dans la pensée politique contemporaine de l'idée de « guerre juste », élaborée en particulier par des philosophes étiquetés de gauche comme Michael Walzer²⁶. La même idée est exprimée chez Beck par ce qu'il appelle « l'activisme humanitaire militaire » : « *ayant la morale pour soi, la morale des droits de l'homme, on a aussi le droit d'user de la force militaire – au niveau global* »²⁷.

Selon ce scénario de « l'Empire », l'ordre mondial en voie de constitution doit être conçu à la fois comme *émergent* et *immanent* : émergent parce qu'il n'est pas issu d'une politique volontariste d'un acteur ou d'un ensemble d'acteurs mais plutôt de la résultante non intentionnelle de

²³ Michael Hardt et Toni Negri (2000), p. 210

²⁴ Michael Hardt et Toni Negri (2000) p. 377

²⁵ Ulrich Beck (2003), p. 332.

²⁶ Michael Walzer (2006), *Guerres justes et injustes*, Paris, Folio, coll. « Essais »

²⁷ Ulrich Beck (2003). p. 427. Voir aussi tout récemment : collectif (2012) *Reconstruire les Etats, nouvelles frontières de l'ingérence*, Alternative Sud, Ed. Syllepse.

l'entrecroisement de multiples stratégies ; *immanent* parce que, si c'est un ordre inégal et donc construit sur la domination, il est aussi « légitimé », du moins, factuellement, par le fait que cet ordre répond à des demandes issues de toutes les strates de la population mondiale et portées, elles aussi par une multitude d'acteurs « représentatif s ».

Enfin, dans les deux figures, ce pouvoir n'a pas de « lieu » : il est diffus. « *Ce ne sont pas les frontières nationales qui sont (nécessairement) de plus en plus poreuses, nous dit Beck, mais le concept d'espace qui subit une véritable mutation. L'important n'est plus d'exercer une domination sur un territoire, mais d'avoir accès à un réseau* »²⁸. Et de leur côté, les auteurs de « Empire », insistent sur le fait que « *Dans cet espace lisse de l'Empire, il n'y a pas de lieu du pouvoir : celui-ci est à la fois partout et nulle part. L'empire est u-topia, c'est-à-dire un non-lieu* ».²⁹

La vision impériale/cosmopolitique fascine donc parce qu'elle tente précisément le pari de décrire ce que pourrait être le fonctionnement politique d'un « monde global », d'une « totalité fermée sur elle-même » donc, en vertu de notre cinquième thèse, d'une réalité « sans projet ».

Le choc des civilisations.

Le deuxième scénario, celui du « choc des civilisations » peut se déduire du livre éponyme de Samuel Huntington. La thèse de Huntington est presque à l'opposé de ce qui a été produit par la sociologie de la mondialisation dans la veine de Negri, Beck, Giddens, Held et consorts. Le monde de Huntington est un monde où, en définitive, les aires civilisationnelles, définies essentiellement par la culture et la religion, sont un peu traitées comme de « super-Etats-nations », avec des intérêts propres et une sorte de politique d'Etats. Dans le paradigme du « choc des civilisations », la notion d'un « ordre cosmopolitique » est donc remplacée par une vision finalement plus classique des relations internationales où les « civilisations » jouent un rôle assez similaire à celui des Etats-Nations dans le modèle « westphalien ».

La théorie de Huntington pouvait avoir des atouts pour séduire les sociologues. La centralité du concept de « culture » répond à certaines intuitions (postérieures) d'Alain Touraine. Par ailleurs, on aurait pu penser que Zaki Laïdi, qui nous décrit surtout un monde « privé de sens » envisage la thèse de Huntington comme une réponse possible à l'illisibilité de la mondialisation : de nouvelles lignes de fracture apparaissent, des conflits se réorganisent et semblent précisément « réintroduire du sens ». Pourtant, et en dépit du succès public considérable de sa thèse, Huntington n'est jamais cité ni par Beck, ni par Negri et Hardt qui écrivent pourtant plusieurs années après lui. Et il est expédié en une seule petite phrase par Laïdi ou par Touraine.

C'est que la théorie de Huntington commet un péché mortel aux yeux des sciences sociales contemporaines : elle *essentialise* l'idée de culture, faisant de chacune d'elle une sorte de « totalité systémique », autonome, délimitée, capable d'agir de manière stratégique en fonction de ses intérêts propres. Si cette vision, effectivement « produit du sens », c'est au détriment, sans doute, d'une compréhension réelle des phénomènes d'osmose, de métissage, de « brouillage des frontières », de construction de réseaux et surtout de pluralisation des identités, phénomènes qui ont toujours caractérisé à un certain degré la construction identitaire mais qui prennent aujourd'hui une ampleur inégalée. La thèse de Huntington est aveugle au processus qui fait de toutes les

²⁸ Michael Hardt et Toni Negri, p. 268.

²⁹ Michael Hardt et Toni Negri. p. 239.

identités culturelles des reconstructions permanentes, perméables aux circonstances, aux stratégies politiques, aux jeux d'alliance. Il paraît impossible aujourd'hui de comprendre la politique de la Chine, de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, du Brésil ou des Etats-Unis en référence à la simple hypothèse de « lignes de fractures civilisationnelles ». Les cultures ne sont pas étanches, elles ne sont pas pérennes, elles ne sont pas forcément territorialisées. Elles se recomposent sans cesse et croisent leurs logiques avec celles des Etats, des entreprises, des sociétés mêmes. La « mise en ordre » du monde par Huntington, aussi documentée soit-elle, reste finalement assez naïve. Elle isole indûment une « strate » de la réalité complexe des rapports sociaux mondiaux pour en faire la clef unique de sa compréhension.

Le grand succès de Huntington aura été finalement d'ordre *performatif* : à défaut d'être forcément une thèse sociologique crédible, le « choc des civilisations » est en effet un imaginaire porteur. Ce qui fait qu'il est impossible de l'ignorer, ce n'est pas sa force explicative, qui est apparue bien mince aux yeux tant des économistes, que des sociologues ou des politologues, c'est sa capacité à fournir une grille de lecture du monde en termes de *conflits structurants* pour remplacer les lignes de fracture qui ont façonné la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. En Europe, notamment, le monde apparaît aujourd'hui plus « Huntigtonien » que lors de la sortie du livre et à défaut d'être une prédiction crédible, « le choc des civilisations » pourrait bien se révéler une prophétie (partiellement) auto-réalisatrice.

La révolution mondiale

On a baptisé « révolution mondiale », un peu par ironie – mais pas uniquement – une troisième représentation du monde globalisé : celle qui imagine la reconstruction à l'échelle globale d'un conflit structurant majeur entre dominants et dominés comme l'a été le conflit capital/travail dans les sociétés occidentales entre, grosso modo, 1850 et 1975. Cette thèse ne paraît pas portée comme telle par des sociologues de la globalisation mais elle est présente chez ceux qui étudient les mouvements sociaux³⁰. Elle est aussi très présente dans la mouvance altermondialiste elle-même et notamment chez les intellectuels qui s'y retrouvent, souvent inspirés de la tradition « critique » bourdieusienne, mâtinée de Chomsky ou du Monde Diplomatique.

L'idée qu'un conflit social dominant pourrait voir le jour à l'échelle mondiale une fois levée l'hypothèque de la guerre froide apparaît dans de nombreux textes depuis 1989, avec des moments plus « forts » et des moments de repli. Elle paraît peu plausible aujourd'hui mais n'est, à tout prendre, pas plus naïve que celle du choc des civilisations. Elle met en scène la grande alliance des « déshérités » de tout bord contre les institutions du capitalisme mondial. Elle exprime en fait une sorte de « Contre-Empire³¹ », constitué lui aussi d'acteurs très divers : des Etats-Nations (Cuba, le Venezuela...), des mouvements sociaux (les altermondialistes, les Zapatistes au Mexique, le mouvement écologiste...), des catégories sociales (les « exclus des sociétés occidentales et les prolétaires du sud...), etc.

Cette thèse peut en fait recevoir un soutien (involontaire, sans doute) des travaux d'économistes comme Giraud ou Cohen. S'il se confirme que le monde globalisé évolue vers une certaine forme de

³⁰ Geoffrey Pleyers : *Alter-globalization. Becoming actors in a global age*, London, Polity Press.

³¹ Tout en rejetant clairement les aspects « immanentistes » et « émergentistes » qui caractérisent fondamentalement aussi bien la thèse de Negri et Hardt que celle de Beck.

« fractalité », c'est-à-dire que les inégalités à l'échelle macro entre nord et sud se reproduisent à l'échelle méso, au sein des Etats-Nations eux-mêmes, voire à l'échelle micro, au sein des communautés urbaines, alors l'idée d'une sorte de « grande alliance » entre les « dominés » de tous bords (état, individus, communautés...) n'est pas absurde.

L'enchevêtrement des inégalités et des conflits à l'échelle planétaire exclut que cette alliance se produise à un horizon prévisible. Mais, on ne peut que constater que l'euphorie qui a accompagné la fin de la guerre froide a été de fort courte durée. La perspective annoncée par Fukuyama³² de triomphe définitif de la démocratie libérale de marché comme modèle unique, ne suscite aujourd'hui ni enthousiasme excessif, ni, finalement, beaucoup de crédit au sein de la communauté des sciences sociales. L'idée d'une diffusion possible, au sein même des sociétés riches, des inégalités planétaires est la grande peur des sociétés occidentales – et en particulier européennes – et alimente aussi bien le souci (aujourd'hui clairement majoritaire) de se replier sur sa « communauté » (nationale ou autre) que les tentatives de chercher des connexions avec les « victimes » d'ailleurs. Dans le même temps, la doxa du consensus de Washington a été sérieusement ébréchée par la crise financière mondiale. Si, comme le pensent de plus en plus de sociologues, d'historiens et d'économistes, le modèle d'Etat social « généreux » des sociétés occidentales du 20^{ème} siècle est une parenthèse historique dans la marche « logique » du développement du capitalisme « post-industriel », alors l'idée de la réorganisation du monde autour d'un conflit social planétaire entre dominés et dominants n'est pas absurde, aussi abstraite et improbable paraisse-t-elle aujourd'hui³³.

³² Fukuyama F. *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Hachette, coll. « pluriel », 1993

³³ A cela, il faut ajouter une raison qui déborde largement le champ de l'analyse politique, à savoir le potentiel productif lié à la « galaxie Internet » qui rend aujourd'hui plausible l'idée marxienne du « travailleur collectif » dont il pensait qu'il rendrait obsolète le rapport salarial. Ceci nous amènerait bien au-delà des limites de cet article. Voir notamment la discussion autour des travaux de Yann-Moulier Boutang sur le « capitalisme cognitif ».

REFERENCES

- ARON Raymond** (1963) : « Une sociologie des relations internationales », *Revue Française de Sociologie*, vol.4, pp. 307-324
- BECK Ulrich** (2003) : *Pouvoirs et contre-pouvoirs à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, Coll. Champs
- COHEN Daniel** (1997) : *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Paris, Gallimard.
- COHEN Daniel** (2006) : *Trois leçons sur la société industrielle*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées ».
- COHEN Samy** (2003) : *La résilience des Etats*, Paris, Le Seuil
- DUPUY Jean-Pierre** (1992) *Introduction aux sciences sociales. La logique des phénomènes collectifs*, Paris, Ellipses.
- FUKUYAMA Francis** (1993) : *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Hachette, coll. Pluriel.
- GIDDENS Anthony** (1994) : *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- GIDDENS Anthony** (1991) : *Modernity and Self-Identity*, Polity Press
- GIRAUD Pierre-Noël** (1996) : *L'inégalité du monde. Economie du monde contemporain*, Paris, Gallimard, coll. Folio.
- GRENADE Sophie et JACQUEMAIN Marc** (2005) : « La mondialisation comme imaginaire » , *Politique*, 38
- HARDT Michael et NEGRI Toni** (2000) : *Empire*, Paris, 10/18
- HARVEY David** (2010) : *The Enigma of Capital and the Crises of Capitalism*, London, Profile Books.
- INGLEHART Ronald** (1977) : *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press
- INGLEHART Ronald** (1993) : *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica.
- INGLEHART Ronald et WELZEL Christian** (2005) : *Modernization, Cultural Change and Democracy*, New York, Cambridge University Press
- JACQUEMAIN Marc et CLAISSE Frédéric** (2012) : « Que sont les fachos devenus ? » *Politique*, 75
- KRUGMAN Paul** (2000) : *La mondialisation n'est pas coupable*, Paris, La Découverte.
- LAGRANGE Hugues** (2010) *Le déni des cultures*, Paris Le Seuil
- LAÏDI Zaki** (1998) : « Les imaginaires de la mondialisation », *Esprit*, Octobre.
- LAÏDI Zaki** (1999) : « La mondialisation comme phénoménologie du monde » texte non publié, laïdi.com
- LAÏDI Zaki** (2001) : *Un monde privé de sens*, Paris, Hachette, Coll. Pluriel

MERTON Robert (1936) : « The unanticipated consequences of purposive social action », *American Sociological Review*, Vol. 6, p 894-904.

PLEYERS Geoffrey (2010) : *Alter-globalization. Becoming Actor in a Global Age*, London, Polity Press.

WALZER Michael (2006) : *Guerres justes et injustes* Paris, Folio, Coll. « Essais ».